

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne
Pôle risques chroniques, éoliens, sites et sols pollués
17 rue de la Plaine des Isles
89000 Auxerre

Auxerre, le 18/11/2024

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/11/2024

Contexte et constats

publié sur 

GRUHIER

4, Rue des Terres de Soulangy
89700 Tonnerre

Références : 240531

Code AIOT : 0005401234

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/11/2024 dans l'établissement GRUHIER implanté 4, Rue des Terres de Soulangy 89700 Tonnerre.

Cette visite d'inspection est réalisée dans le cadre du PPC 2024 de la DREAL BFC. Il s'agit également de lever la réserve permettant de solder la mise en demeure du 29/07/2020 concernant le risque foudre ; réserve sur l'installation effective émise suite à la dernière inspection du 28/05/2021.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GRUHIER
- 4, Rue des Terres de Soulangy 89700 Tonnerre
- Code AIOT : 0005401234 Installation : Avec Titre ☒ Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : Non IED

Présentation très succincte de l'AIOT et des installations contrôlées :

La société GRUHIER est spécialisée dans la fabrication de sièges d'ameublement d'intérieur (canapés, clic-clac et banquettes BZ). L'entreprise a été rachetée en novembre 2016 par le groupe portugais Aquenos.

Attributs de l'inspection :

Contexte de l'inspection (*Suite à mise en demeure*)

Risques accidentels (*Risque incendie*)

Risques chroniques (*Déchets, Eau de surface, Eaux souterraines*)

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- PPC_2024

2) Constats :

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suite administrative » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
2	Protection foudre	AP de Mise en Demeure du 29/07/2020, article 1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 Mois
7	Systèmes de détection automatique	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 19	Demande d'action corrective	12 Mois
9	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 17-III	Demande d'action corrective	1 Mois
10	Déchets	Arrêté Préfectoral du 16/06/1998, article 27	Demande de justificatif à l'exploitant	3 Mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 16/06/1998, article 3	
3	VLE	Arrêté Préfectoral du 16/06/1998, article 14.2	
4	Traitement	Arrêté Préfectoral du 16/06/1998, article 13.3	
5	Gestion des produits	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 8	
6	localisation des risques	Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 4.1	
8	Contrôles	Arrêté Préfectoral du 16/06/1998, article 33	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats :


Le site est globalement bien tenu.

L'exploitant doit :

- finaliser l'installation de la protection foudre,
- prévoir l'installation d'une détection incendie dès la remise en route de l'activité traitement de surface,
- solder les non-conformités relevées sur la thermographie des installations électriques,
- mettre en place un registre déchets au format réglementaire.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/06/1998, article 3				
Thème(s) : Situation administrative Rubriques				
Prescription contrôlée : Classement des installations - Liste des rubriques à jour				
Constats : Les rubriques exploitées sont à jour				
Rubriques	Alinéa	Nature	Quantité totale ou capacité	Régime en vigueur
1510	2.a	Entrepôt autorisé	60 000 m³	A
2560	2	>150kW mais <1000KW	238.8 KW	DC
2565	2.a	Traitement de surface	6000 L	E
2910	A.2	Combustion	3 MW	DC
2940	3.a	Vernis, peinture, colle	300 Kg/j	E
Respect de la prescription : 				
Type de suites proposées : Sans suite				
Proposition de suites :				

N° 2 : Protection foudre

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 29/07/2020, article 1	
Thème(s) : Autre Installation	
Prescription contrôlée : ARTICLE 1 ^{ER} : Mise en demeure La société GRUIER, également dénommée l'exploitant dans le présent arrêté, exploitant une installation de fabrication de banquettes de type "clic-clac", sise 4, Terres de Soulangy sur la commune de Tonnerre, est mise en demeure de respecter, à compter de la notification du présent arrêté : • dans un délai de 4 mois : les dispositions prévues à l'article 36.1 de l'arrêté préfectoral n° DCLD-B1-1998-142 du 16 juin 1998 précité, en installant un disconnecteur sur le réseau d'alimentation en eau ;	

- dans un délai de 6 mois : les dispositions prévues aux articles 18, 19 et 20 de l'arrêté du 4 octobre 2010 précité en :
 - mettant à jour l'analyse du risque foudre en incluant tous les bâtiments du site ;
 - réalisant une étude technique pour définir et préciser les mesures de prévention et les dispositifs de protection contre la foudre, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance ;
 - installant des dispositifs de protection contre la foudre et en mettant en place des mesures de prévention, à l'issue de l'étude technique, le cas échéant.

Constats :

Les travaux ont bien été effectués en décembre 2021 mais le rapport de vérification complète de l'APAVE du 21/02/2024 relève 16 observations.

L'exploitant a engagé la démarche de mise en conformité, il ne reste plus que 2 parafoudres inadaptés à remplacer (TGBT Bâtiment A et bâtiment C) et 4 parafoudres manquants à installer sur les installations de communication (alarme accueil, alarme incendie, alarme intrusion et report alarme pour coffret sprinkler).

L'exploitant poursuit sa démarche et fournira à l'inspection des installations classées les documents prouvant la conformité de l'installation.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 Mois

N° 3 : VLE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/06/1998, article 14.2

Thème(s) : Risques chroniques Rejets

Prescription contrôlée :

"Les effluents rejetés par l'établissement, quelle que soit leur nature, respectent en toutes circonstances sans dilution, les prescriptions..."

Ph t° couleur, les eaux pluviales respectent les valeurs limites, en concentration, pour les paramètres MES, DCO et Hydrocarbures.

Constats :

Les analyses des rejets eaux pluviales sont réalisées annuellement. Les derniers rapports d'analyses réalisées par AQUANALYSE le 03/10/2024 montrent des résultats conformes. Les valeurs de

concentration sont inférieures aux valeurs max fixées dans l'arrêté d'autorisation du 16/06/1998.

Analyses	Toiture	Parking	Valeur max AP
PH	8.1	7.9	entre 5.5 et 8.5
Couleur	34 mg/L Pt	32 mg/L Pt	< à 100 mg/L Pt
DCO	18 mg/L O2	32 mg/L O2	40 mg/L O2
MES	3.3 mg/L	3.2 mg/L	15 mg/L
Hydrocarbures	< 0.050 mg/L	< 0.050 mg/L	5 mg/L

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :

N° 4 : Traitement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/06/1998, article 13.3

Thème(s) : Risques chroniques Eaux des cuvettes de rétention

Prescription contrôlée :

Après contrôle, elles sont soit rejetées dans le réseau des eaux pluviales sous réserves de satisfaire les prescriptions ad hoc du présent arrêté, soit traitées préalablement avant rejet en tant qu'eaux résiduelles. À défaut, elles sont éliminées comme des déchets.

Constats :

Les cuvettes de rétention sont situées dans l'atelier de traitement et peinture où l'activité est actuellement arrêtée depuis mars 2022. Lorsque l'atelier fonctionne, ces eaux sont en circuit fermé et sont évacuées en déchets dangereux une fois par an.


Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :

N° 5 : Gestion des produits

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 8	
Thème(s) : Risques chroniques Gestion des produits	
Prescription contrôlée : L'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances ou mélanges dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. Il prend les dispositions nécessaires pour respecter les préconisations desdites fiches (compatibilité des produits, stockage, emploi, lutte contre l'incendie). L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des substances ou mélanges dangereux détenus. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours. La présence dans l'installation de substances ou mélanges dangereux est limitée aux nécessités de l'exploitation. Les cuves de traitement, fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des substances ou mélanges dangereux et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances ou mélanges dangereux.	
Constats : L'exploitant dispose d'un fichier qui regroupe la liste des produits dangereux, les quantités maximales potentiellement présentes sur le site, les mentions de danger indiquées et un lien vers la fiche de sécurité de chaque produit. Ces produits sont quasiment tous utilisés pour les activités de travail des métaux et traitement de surface, actuellement arrêtées depuis mars 2022. Les stocks réels actuels sont donc très faibles.	
Respect de la prescription :	
Type de suites proposées : Sans suite	
Proposition de suites :	

N° 6 : localisation des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 4.1	
Thème(s) : Risques chroniques Localisation des risques	
Prescription contrôlée : L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, des procédés ou des activités réalisées, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre	

pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation.

L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, atmosphères explosibles ou émanations toxiques par inhalation). Ce risque est signalé. Les ateliers et aires de manipulations de ces produits font partie de ce recensement.

L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant les différentes zones de danger correspondant à ces risques.

Les parties de l'installation concernées par l'emploi ou le stockage de substances ou mélanges inflammables (H224, H225 ou H226) ou toxiques pour la santé humaine (H300, H301, H310, H311, H330, H331, H370) sont systématiquement à considérer dans ce recensement.

Constats :

L'exploitant dispose d'un classeur "plan d'intervention" dans lequel on trouve un plan d'ensemble indiquant les zones ATEX et un descriptif précis des risques par secteur.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :

N° 7 : Systèmes de détection automatique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 19

Thème(s) : Risques accidentels Systèmes de détection automatique

Prescription contrôlée :

I. Un dispositif de détection automatique d'incendie est installé, au moins :

- dans les locaux où sont stockés ou employés des liquides inflammables (à mention de danger H224, H225 ou H226) ;
- dans les locaux abritant l'installation de traitement de surface.

Ce dispositif de détection comprend également au moins une sonde permettant de détecter une élévation anormale de la température des vapeurs circulant dans chaque système d'aspiration.

Cette détection actionne une alarme incendie perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte des personnes présentes sur le site.

II. Le déclenchement d'une alarme incendie entraîne l'arrêt automatique des systèmes susceptibles de propager l'incendie (système d'aspiration des vapeurs des baignoires, chauffage des baignoires). À tout moment, cette alarme est transmise à une personne en capacité de déclencher les procédures d'urgence définies par l'exploitant. Les modalités de gestion et de transmission de l'alarme sont formalisées dans une procédure, tenue à la disposition de l'inspection des installations classées et des

services d'incendie et de secours.

III. L'exploitant dresse la liste des détecteurs avec leurs fonctionnalités et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.

L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection. Il dispose d'un contrat de maintenance avec une entreprise spécialisée qui remet chaque année un rapport de contrôle.

Les dates et la nature des contrôles, les anomalies constatées, la liste des mesures correctives, accompagnées de leur date de réalisation sont consignées dans un registre. La liste des détecteurs, le contrat de maintenance et le registre sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

Les locaux où sont stockés ou employés des liquides inflammables (à mention de danger H224, H225 ou H226) et les locaux abritant l'installation de traitement de surface ne sont pas équipés d'un dispositif de détection incendie. Cette prescription est applicable sur le site depuis le 1^{er} juillet 2024. L'activité traitement de surface est à l'arrêt depuis mars 2022.

Un dispositif de détection automatique d'incendie devra être installé dès la reprise de l'activité.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 12 Mois

N° 8 : Contrôles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/06/1998, article 33

Thème(s) : Autre Contrôles elec + incendie

Prescription contrôlée :

Un contrôle, par un organisme indépendant, de la conformité des installations électriques est effectué au moins une fois par an. Les extincteurs sont vérifiés chaque année par un organisme compétent. L'indication en est portée sur chaque appareil. Un contrôle par un organisme indépendant du bon fonctionnement des installations de protection contre l'incendie (RIA et sprinklage) est effectué une fois par an.

Constats :

L'exploitant fournit :

- un certificat Q18 réalisé par l'APAVE daté du 13/09/2024 pour les installations électriques - Une non-conformité à solder (continuité de terre sur une piqueuse). L'exploitant prévoit de traiter rapidement,
- un certificat Q4 réalisé par l'APAVE daté du 12/02/2024 pour les extincteurs - L'installation est conforme et est maintenue conformément aux exigences du référentiel APSAD R4,
- un certificat Q1 réalisé par AXIMA daté du 24/06/2024 - 3 non-conformités : une déjà soldée (déplacement d'une tête de sprinklage), une sur les hauteurs de stockage à l'intérieur des bâtiments et une sur la présence de stockage à plus de 10 mètres des bâtiments protégés. Lors de la visite du site, l'inspection a pu voir la tête qui a été déplacée, vérifier que les hauteurs et distances de stockage étaient respectées.

L'exploitant a conservé tous les RIA bien que le site est en totalité sprinklé. Ceux-ci sont vérifiés et maintenus en état en même temps que les extincteurs. La sécurité incendie est donc renforcée par ce maintien.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :

N° 9 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 17-III

Thème(s) : Risques chroniques Thermographie

Prescription contrôlée :

III. Le contrôle des installations électriques prévu au II est au moins annuel.

Il porte également sur la détection de points chauds par un système de thermographie à infrarouges ou par tout autre dispositif équivalent. Un contrôle réalisé conformément au référentiel APSAD D19 est réputé satisfaire à cette exigence sur la détection de points chauds.

« Les dates et la nature des contrôles sont consignées dans un registre. Les anomalies constatées sont consignées de manière explicite dans ce registre, ainsi que la liste des mesures correctives qui sont réalisées au plus tôt, accompagnées de leur date de réalisation. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. »

Constats :

L'exploitant fournit un certificat Q19 réalisé par l'APAVE daté du 05/12/2023 pour la thermographie des installations électriques.

2 anomalies à traiter (Relais K2 (inverseur chargeurs) dans local sprinkler et sectionneur fusible général dans l'armoire dérouleur table F.K.ARMA- bâtiment B).

L'exploitant doit pallier ces anomalies en suivant les préconisations indiquées dans le rapport. Il

transmettra les preuves de son action corrective à l'inspection des installations classées.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 Mois

N° 10 : Déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/06/1998, article 27

Thème(s) : Risques chroniques Enregistrement

Prescription contrôlée :

Les documents visés à l'article 9 du présent arrêté sont, au titre de l'élimination des déchets, les suivants :

- registre de contrôle de la production et de l'élimination des déchets sur lequel sont portés, *a minima* pour chaque déchet, les renseignements suivants :

- nature, origine et codes de la nomenclature des déchets
- quantité produite
- date (ou période) de production correspondante
- date d'enlèvement
- nom et adresse du transporteur
- mode de traitement
- nom et adresse de l'entreprise effectuant le traitement et, en tant que de besoin, du regroupueur ou du centre de transit,

- registre de contrôle de l'état des stocks des déchets dans l'établissement ; ce registre devra, *a minima* pour chaque déchet concerné, comporter les renseignements suivants :

- nature et origine
- quantité stockée
- date de mise en stockage

Constats :

L'exploitant dispose d'un suivi mensuel d'enlèvement des déchets bois et DIB réalisé par son prestataire Bourgogne Recyclage.

Au niveau des déchets dangereux, seulement 2 enlèvements de DEEE et tubes fluorescents qui sont

bien déclarés sur Trackdéchets.

Un bilan annuel est réalisé sur un fichier informatique.

L'inspection note cependant l'absence d'un véritable registre déchets exigé par la réglementation et qui comporte les informations obligatoires (code déchets..). L'utilisation de Trackdéchets ne concerne que les déchets dangereux.

L'exploitant doit donc mettre en place un registre déchets au formalisme attendu et le transmettre à l'inspection des installations classées.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 Mois